

## Fünfte Sitzung – Cinquième séance

Montag, 12. März 1990, Nachmittag  
Lundi 12 mars 1990, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Ruffy

### Begrüssung – Bienvenue

**Le président:** J'ai le plaisir d'ouvrir la cinquième séance de notre session de printemps 1990 et de saluer à la tribune des diplomates M. le ministre Wirovsky, de Varsovie, qui est invité par notre Parlement durant trois jours. Je lui souhaite un séjour très profitable en Suisse et je le prie d'adresser au Parlement polonais nos meilleurs messages. *(Applaudissements)*

## Fragestunde – Heure des questions

### Question 1:

**Pitteloud. Situation der geistig Behinderten in Rumänien  
Situation des personnes handicapées mentales en Roumanie**

*La presse romande a fait état de la découverte en Roumanie, par le délégué d'une oeuvre d'entraide suisse, de véritables «camps» où sont concentrés des enfants handicapés mentaux, ainsi que des adultes dans des conditions effroyables.*

*Le Conseil fédéral a-t-il pris des informations à ce sujet, éventuellement par le biais du rapport fait par M. Joseph Voyame ou par d'autres sources, et envisage-t-il l'envoi d'aides urgentes ou la préparation de programmes spéciaux pour atténuer le plus rapidement la misère morale et matérielle dans laquelle vivent ces personnes handicapées ?*

**M. Felber,** conseiller fédéral: Grâce à une mission générale d'évaluation qui a été effectuée à la fin du mois de janvier dernier, dans les districts de Brasov, Kovachna et Bakau, par le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes, en collaboration avec les oeuvres suisses d'entraide, le Conseil fédéral a pris connaissance de l'état déplorable de certains établissements roumains regroupant entre autres des enfants handicapés mentaux.

Depuis lors, un collaborateur du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes, resté sur place, a pu visiter tous les hôpitaux, homes d'enfants, asiles de vieillards ainsi que des écoles situées dans cette zone. Précisons que les trois districts en question correspondent à la zone géographique qui a été attribuée, par le CICR, à l'aide humanitaire suisse, les autres régions ayant été attribuées à d'autres pays d'Europe occidentale.

Alerté par la situation, le Corps suisse et la Croix-Rouge suisse ont mis sur pied un programme d'urgence dont la mise en oeuvre sera effectuée au cours des prochains mois. Ce programme vise à rénover et à réaménager les établissements d'enfants les plus vétustes.

### Question 2:

**Petitpierre. Aussiedlung von Kurden aus Kurdistan  
Déplacement de Kurdes du Kurdistan turc**

*Un journal turc, Milliyyet, du 27 février 1990 rapporte que la population de 400 villages du Kurdistan turc doit se déplacer vers l'ouest de la Turquie sous la contrainte.*

*Venant après les nouvelles répétées de meurtres de civils kurdes et les rumeurs de torture dans la population kurde, cette*

*publication nous amène à demander au Conseil fédéral quelles sont ses informations et ce qu'il entend entreprendre sur le plan diplomatique.*

**M. Felber,** conseiller fédéral: Il est exact que, dans la partie sud-est de la Turquie, des déplacements de populations ont lieu avec, pour conséquence, l'évacuation de villages entiers. Il n'est pour le moment pas possible d'en chiffrer avec précision l'importance, vous le comprendrez.

Alors que le gouvernement turc a créé une zone tampon à la frontière du pays avec l'Irak, qui a conduit à ces déplacements, la raison première de cette émigration tient au fait que ces populations civiles d'origine kurde sont les victimes de l'engrenage de la violence entre, d'une part, le parti communiste kurde et les autorités turques, d'autre part, dans des régions soumises à l'état d'exception.

Après que les actions du parti communiste kurde eurent cessé, pendant la majeure partie de 1989, elles ont repris dès novembre de l'année dernière. Les affrontements ne paraissent ainsi pas devoir prendre fin dans un avenir prévisible, l'armée prenant des mesures pour contraindre les civils à s'opposer au parti communiste en les enrôlant, en tant que gardes civils, alors que le parti communiste kurde tente d'exercer des pressions évidemment inverses.

Sur le plan politique, il faut malheureusement constater que les autorités turques restent imperméables à la réalité du problème de la minorité kurde.

Le Département fédéral des affaires étrangères a, dans ces conditions, été amené, l'an dernier déjà, à réclamer le respect des droits des minorités en nommant la Turquie à la conférence sur la dimension humaine de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Paris, en juin 1989, et à faire part ensuite des mêmes préoccupations à l'ambassadeur de Turquie à Berne.

Si les informations concernant les déplacements forcés et massifs de populations kurdes devaient se confirmer, le Département fédéral des affaires étrangères ne manquera pas d'intervenir auprès des autorités turques et d'en faire – cela est important – également état dans le cadre d'enceintes internationales telles que le Conseil de l'Europe où de nombreux pays d'Europe occidentale partagent nos préoccupations. Nous nous engageons à ces démarches.

### Frage 3:

**Rechsteiner. Unverbrüchlichkeit der polnischen Westgrenze**

**Intangibilité de la ligne Oder-Neisse**

*Darf ich den Bundesrat bitten, seine Haltung zur Unverbrüchlichkeit der polnischen Westgrenze darzulegen?*

**M. Felber,** conseiller fédéral: Le Conseil fédéral souscrit au principe universellement reconnu du droit des peuples à l'autodétermination. Ce droit s'applique naturellement au peuple allemand. L'exercice du droit à l'autodétermination doit se dérouler dans des conditions telles que la sécurité des autres peuples, et plus spécialement des voisins, ne soit pas mise en question.

Dans ce contexte, il convient notamment de rappeler le principe 3 de l'Acte final d'Helsinki, de 1975, concernant l'inviolabilité des frontières; le principe 4 de ce même acte concernant le respect de l'intégrité territoriale de chacun des Etats européens; et le principe 1 qui précise que les frontières européennes peuvent être modifiées, conformément au droit international, par des moyens pacifiques et par voie d'accord.

Par ailleurs, le Conseil fédéral rappelle que les principes de la CSCE ont un caractère uniquement politique et qu'aucun traité de paix n'a été conclu après la deuxième guerre mondiale. Considérant que la ligne Oder-Neisse n'a jamais fait l'objet d'un accord en droit international entre la Pologne et l'Allemagne, le Conseil fédéral est d'avis que c'est un souhait légitime que cette frontière soit reconnue sur le plan du droit international et qu'elle soit garantie dans le cadre du processus de règlement de la question allemande. Au vu du contexte historique, le Conseil fédéral témoigne de sa compréhension à l'égard des positions adoptées par les autorités polonaises à ce sujet.

**Frage 4:****Reimann Maximilian. Volkszählung 1990. Aufklärung und künftige Redimensionierung****Recensement de la population 1990. Information du public et simplification des recensements futurs**

*Die jüngsten Ereignisse um die Datensammlungen des Bundes haben aufgezeigt, dass auch unbescholtene Bürger Abneigung gegen eine übermässige persönliche Datenregistratur bekunden. Vor der Türe steht eine weitere Volkszählung. Wie gedenkt der Bundesrat die Bevölkerung darüber aufzuklären, dass all die vorgesehenen Datenerhebungen unerlässlich sind? Ist er bereit, die künftigen Volks-, Betriebs-, Landwirtschafts- und allfälligen weiteren Zählungen auf ihre amtliche Notwendigkeit hin zu überprüfen und inhaltlich so weit als möglich zu redimensionieren?*

Bundesrat **Cotti**: Herr Reimann Maximilian, aus den Datensammlungen, die das Bundesamt für Statistik erarbeitet hat, ergeben sich keine derartigen Probleme, wie Sie sie mit Ihrer Fragestellung anvisieren. Hinzufügen muss ich, dass bei all diesen Sammlungen Namen, Adressen sowie die Erhebungspapiere selber vernichtet werden, sobald die statistische Aufarbeitung abgeschlossen ist.

Sie wissen, dass im Jahre 1988 das Parlament selber die sich im Zusammenhang mit dem Datenschutz ergebenden Probleme bezüglich Volkszählung geregelt hat. Wir planen eine breitgestreute Information über die Zählung 1990. Diese Information wird sowohl die Fragen des Datenschutzes als auch allgemein die Fragen des Bedarfes, der Notwendigkeit und des Nutzens einer solchen Uebung umfassen.

Der Bundesrat ist durchaus bereit, besonders unter dem Kriterium der jeweiligen Bedürfnisse, alle grossen Erhebungen, die er bei unserem Volk, bei den Unternehmungen, bei der Landwirtschaft usw. durchführt, laufend zu überprüfen. Gerade heute morgen schilderte ich dem Bundesrat die heutige Situation im Bereich der Statistiken, in der Meinung, er sollte im Verlauf der nächsten Monate klare Prioritäten setzen. Das ist notwendig, denn im Vergleich zu Europa – jetzt kommt einem wieder «Europa» in den Sinn – stehen wir, statistisch gesehen, eindeutig hintennach.

**Frage 5:****Stocker. Revision der Lebensmittelverordnung Denrées alimentaires. Révision de l'ordonnance**

*Die Revision der Lebensmittelverordnung hat breite Kreise der Bevölkerung verunsichert. Gentechnologisch veränderte Produkte und Zwischenprodukte sollen bewilligt werden, dies ohne dass eine breite Vernehmlassung durchgeführt wurde und ohne einen Verfassungsartikel zur Gentechnologie (ist erst in parlamentarischer Beratung). Kann der Bundesrat erklären, warum die Revision der LMV derart speditiv vorgezogen wurde? Kann der Bundesrat sagen, ob andere Verordnungen zur Zeit in Revision sind oder deren Revision demnächst geplant ist, die den Bereich Anwendung respektive Missbrauch der Gentechnologie tangieren? Wenn ja, welche und in welchem Zeitraum?*

Bundesrat **Cotti**: Frau Stocker, als das Bundesamt für Gesundheitswesen die Revision von Artikel 8 Absatz 2 der Lebensmittelverordnung ins Auge fasste, hatte es nicht etwa die Absicht, hier neue Zulassungen vorzunehmen. In Anbetracht der Tatsache, dass u. a. bei den Lebensmitteln klare, eindeutige Normierungslücken bestanden, wollte es diese Lücken relativ schnell füllen, zumal hierfür eine eindeutige Verfassungsgrundlage besteht.

Zusammenfassend: Durch diese Revision sollte es möglich werden, unerwünschte Anwendungen von Gentechnologie gar nicht zu bewilligen. Heute können neue gentechnologische Verfahren ohne Bewilligung angewendet werden, weil wir eine Normierungslücke haben.

Man ist für das Thema begrifflicherweise sensibel geworden, so dass die eng gefasste Vernehmlassung, welche durch das Bag vor einiger Zeit vorgenommen wurde, eine ganze Reihe von allgemeinen Interessenten nicht erfasst hat. Und das ist

trotz der relativen Enge der Materie nicht tragbar. Ich habe deshalb das Amt angewiesen, eine neue Vernehmlassung, und zwar eine normale, breite Vernehmlassung, durchzuführen, welche bis Mitte Juni laufen wird. Die allfälligen Entscheide werden nachher getroffen.

Sie haben noch von allfälligen weiteren Regelungen gesprochen, die zum Entscheid anstehen, bevor die Verfassungsnorm zur Gentechnologie in Kraft treten wird. Die Störfallverordnung wird diese Themen im Hinblick auf die Bewältigung der Folgen allfälliger Störfälle auch behandeln. Die Vernehmlassung ist hier fertig. Wir werden diese Verordnung in der zweiten Hälfte des Jahres erlassen.

Aufgrund der Tatsache, dass für den Umweltbereich eine Verfassungsnorm schon besteht, werden demnächst – im Sinne einer allgemeinen Revision des Umweltschutzgesetzes – auch die Regelungen zu diesen Themen in die Vernehmlassung geschickt werden.

**Question 6:****Jeanprêtre. Waldschäden Forêts sinistrées**

*L'ouragan des 27 et 28 février a causé d'immenses dégâts, aux forêts notamment qui sont dans certaines régions sinistrées.*

*La catastrophe est d'une telle ampleur que des mesures d'aide urgentes s'imposent. Par conséquent, le Conseil fédéral est-il prêt à dégager des moyens au travers d'un plan d'aide exceptionnel comme après les intempéries de 1987?*

*Le Conseil fédéral est-il aussi d'avis que ces dégâts sont en relation avec un mauvais entretien des forêts et des déboisements inconséquents ?*

**Question 7:****Houmard. Sturmschäden im Wald Tempête des 27 et 28 février 1990**

*La filière forêt-bois est décidée à mettre tout en oeuvre pour assurer, dans les meilleures conditions possibles, l'écoulement du bois abattu par la tempête des 27 et 28 février 1990. Toutefois les moyens habituels ne permettront pas d'exploiter ces bois dans les délais qu'exige la lutte contre le bostryche. Pour éviter une épidémie qui aurait de graves conséquences, il conviendrait d'envisager des mesures spéciales: évacuation, traitement phytosanitaire, entreposage adéquat. Quelles mesures le Conseil fédéral envisage-t-il de prendre pour relever ce défi?*

**M. Cotti**, conseiller fédéral: Vous savez que l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage est en contact permanent avec les services forestiers et les associations de l'économie forestière et du bois.

Toute une série de recommandations sont publiées, des documents de travail sont transmis aux intéressés, qui devraient faciliter le travail en relation avec les catastrophes récentes. J'ai d'ailleurs soumis, ce matin au Conseil fédéral, un premier bilan impressionnant des dégâts. Quelques chiffres ont d'ailleurs déjà été publiés.

Nous pensons, que la situation actuelle du marché du bois devrait permettre la commercialisation des grumes sans trop de difficultés. Mais des conditions préalables devront être remplies; il faut que les exploitations normales dans les régions touchées soient interrompues, que les bois abattus par la tempête soient façonnés par étapes, que les propriétaires de forêts tiennent compte des exigences du marché et qu'ils prévoient un entreposage adéquat.

L'arrêté fédéral sur des mesures extraordinaires pour la conservation de la forêt, permet déjà de faire face à toute une série de conséquences dues à des catastrophes. Il offre, en particulier, la possibilité de financer l'exploration des arbres endommagés, l'aménagement de places de dépôts simples et le transport des bois jusqu'à ces mêmes dépôts, ainsi que des mesures nécessaires et supplémentaires de protection des forêts.

Toutefois, il est vraisemblable que les moyens mis à disposition par l'arrêté fédéral que vous avez voté il y a quelques temps ne soient pas suffisants. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a décidé d'examiner la nécessité d'augmenter le montant des crédits forestiers, ce qui sera fait en coordina-

tion avec les autres secteurs qui ont également subi des dommages à la suite des récents sinistres.

En réponse à la question particulière de Mme Jeanprêtre, je dirai que le Conseil fédéral est d'avis que les dégâts causés par la tempête ne peuvent pas être imputés à un manque d'entretien des forêts ou à des défrichements. En effet, des vents violents, dont la vitesse atteint ou dépasse 200 km/h, sont de nature à occasionner des ravages qu'aucune mesure humaine préventive ne saurait éviter.

**M. Houmard:** Je remercie le Conseil fédéral de sa prise de position. Comme je l'ai dit dans ma question, l'économie du bois s'emploiera à écouler le bois abattu par la tempête.

J'aimerais toutefois que le Conseil fédéral porte une attention toute particulière au problème des délais, en vue d'éviter la réapparition du bostryche. Le climat actuel, à mi-mars, est résolument favorable à une épidémie de bostryches. Les bois sont ordinairement traités dans le courant du mois d'avril. J'ai visité quelques forêts et je suis convaincu que, si le Conseil fédéral ne donne pas des directives tout à fait particulières pour l'utilisation de moyens chimiques, l'on ira vers une épidémie qui coûtera très cher à la forêt suisse.

C'est la raison pour laquelle j'aimerais que ce même Conseil fédéral accorde une attention toute particulière à la question des délais s'agissant de la lutte contre le bostryche.

**M. Cotti,** conseiller fédéral: Je remercie M. Houmard de ses considérations supplémentaires. Nous allons certainement en tenir compte. Elles sont plus qu'appropriées en raison du climat particulier qui se manifeste actuellement. Vous êtes d'ailleurs en contact constant avec nos services et je me permets d'inviter les deux parties à unir leurs efforts pour éviter ce problème.

#### Frage 8:

##### **Bonny. Welt-Aids-Konferenz von San Francisco Conférence mondiale sur le SIDA**

*Gemäss Pressemeldungen hat das «Bundesamt für Gesundheitswesen beschlossen, die im Juni geplante Welt-Aids-Konferenz zu boykottieren». Die internationale und politische Bedeutung des Entscheides über die Teilnahme bzw. Nichtteilnahme an dieser Konferenz ist offensichtlich.*

*Erfolgte dieser Entscheid tatsächlich nicht aufgrund eines Beschlusses des Gesamtbundesrates?*

**Bundesrat Cotti:** Ich teile Herrn Bonny kurz mit, worum es bei dieser Konferenz vom 20. bis zum 24. Juni in San Francisco geht. Sie wird von der «International Aids Society» der Universität von Kalifornien und von der «American Foundation for Aids-Research» getragen. Es handelt sich um einen wissenschaftlichen Kongress, der in dieser Art in verschiedenen Ländern bereits früher abgehalten worden ist. Die Regierungen werden nicht eingeladen; Sie wissen, wie die Verfahren bei wissenschaftlichen Kongressen laufen.

Eine ganze Reihe von nationalen Rotkreuzorganisationen – ich denke an unsere, an die französische, spanische, britische, skandinavischen – haben den Entscheid gefällt, keine Teilnehmer an diesen Kongress zu entsenden, weil die Einreisebestimmungen für HIV-infizierte Personen in die USA als diskriminatorisch bezeichnet werden. Das Europäische Parlament hat im Januar einen öffentlichen Appell an die europäischen Wissenschaftler gerichtet, auf den Besuch dieser Konferenz zu verzichten. Das war wahrscheinlich der Grund, weshalb das Bag, diese Mitteilung gemacht hat, ohne den Departementschef zu konsultieren.

Aufgrund der politischen Brisanz habe ich das Amt nun gebeten, die Vorbereitung der Konferenz weiterzuverfolgen und je nach Entwicklung der Lage und der wissenschaftlichen Bedeutung der Konferenz den letzten Entscheid mir zu überlassen, nämlich den Entscheid, ob das Bag überhaupt einen Wissenschaftler entsenden soll.

**Bonny:** Ich danke Herrn Bundesrat Cotti für seine Antwort. Sie zeigt mir, dass der Sinn meiner Frage gut verstanden wurde. Es geht also nicht darum, irgendwie zum Entscheid, ob ja oder

nein, Stellung zu nehmen. Dazu bin ich mangels Dossierkenntnis auch nicht in der Lage. Der entscheidende Punkt ist, dass wir kein Präjudiz darüber schaffen, ob und wann man bei internationalen Konferenzen mit politischer Brisanz – wie Sie selber gesagt haben – den Bundesrat konsultiert. Solche Entscheide gehören vor den Bundesrat. Ich würde darum bitten, dass man sich im Bundesrat darum bemüht, den präjudizialen Aspekten grössere Beachtung zu schenken.

**Bundesrat Cotti:** Einverstanden.

#### Frage 9:

##### **Hafner Ursula. Lohngleichheit für Mann und Frau Egalité de salaires entre hommes et femmes**

*In der graphischen Branche steht im Bereich der Buchbindereien ein Gesamtarbeitsvertrag vor der Unterzeichnung, der in der Kategorie «Ungelernte» den Männern einen Minimallohn von 2684 Franken garantiert, den Frauen einen solchen von 2200 Franken (mit einer jährlichen Erhöhung von 50 Franken). Dies ist ein offener Verfassungsbruch, und erst noch auf einem Lohnniveau, das den betroffenen Frauen ein würdiges Leben unmöglich macht. Dieses Beispiel führt vor Augen, wie dringend es ist, dass der Bundesrat Gesetzesvorschläge zur Durchsetzung der Lohngleichheit vorlegt. In seiner Antwort auf einen Brief der eidgenössischen Parlamentarierinnen vom Juni 1989 versprach der Vorsteher des E.J.P.D., der Bundesrat werde im Frühjahr 1990 eine entsprechende Vorlage verabschieden. Wann bricht für diese Vorlage der Frühling an? Wie weit ist sie gediehen? Wie stellt sich der Bundesrat zum verfassungswidrigen Gesamtarbeitsvertrag in der Buchbinderbranche?*

#### Frage 10:

##### **Leutenegger Oberholzer. Lohngleichheit Egalité des salaires**

*Der Bundesrat hat eine Stellungnahme zum Bericht Lohngleichheit für Frau und Mann bis zum Frühjahr 1990 in Aussicht gestellt. Wann wird der Bericht des Bundesrats und ein konkretes Massnahmenpaket zur Durchsetzung der Lohngleichheit in der Schweiz vorliegen? Ist der Bundesrat auch der Ansicht, dass die Sache sehr eilt, denn noch immer werden sogar bei neuen Gesamtarbeitsverträgen, wie dies in der grafischen Branche im Bereich der Buchbindereien droht, die Frauen lohnmässig massiv diskriminiert und BV Artikel 4 Absatz 2 offen verletzt? Welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, um hier zu intervenieren?*

**Bundespräsident Koller:** Die Gesamtarbeitsverträge gehören zum autonomen Bereich der Sozialpartner, die der Staat nur überprüfen kann, wenn sie als allgemeinverbindlich erklärt werden sollen. Eine gesamtarbeitsvertragliche Bestimmung, die dem Lohngleichheitsgebot von Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung widerspricht, wäre nichtig. Betroffene Arbeitnehmerinnen könnten trotz der entgegenstehenden gesamtarbeitsvertraglichen Regelung eine Lohngleichheitsklage führen. Der Bundesrat wird in den kommenden Wochen das weitere Vorgehen für die Durchsetzung der im Bericht der Arbeitsgruppe Lohngleichheit für Mann und Frau vorgeschlagenen Massnahmen festlegen. Eine Vernehmlassungsvorlage ist noch vor den Sommerferien zu erwarten. Verwaltungsinterne Entwürfe liegen bereits vor.

**Frau Leutenegger Oberholzer:** Ich danke dem Bundesrat für die Beantwortung der Frage und habe eine Zusatzfrage. Ist eine Auswertung des Lohngleichheitsberichts in dem Sinne zu erwarten, dass der Bundesrat ein Lohngleichheitsgesetz erlassen wird?

**Bundespräsident Koller:** Sie werden sicher verstehen, dass ich den Beratungen des Bundesrates nicht vorgreifen kann. Intern sind ja, wie im Bericht angedeutet, zwei Varianten in Vorbereitung: ein Einheitsgesetz oder eine Revision mehrerer Gesetze. Für welche Variante sich der Bundesrat entscheiden wird, steht zurzeit noch nicht fest.

**Frage 11:**

**Zwingli. Demonstration vom 3. März in Bern. Ausschreitungen und Verhalten der Polizei**  
**Manifestations du 3 mars à Berne. Attitude de la police face aux excès**

*Beim Betreten des Bundeshauses und des Kommissionszimmers 3 zu Sessionsbeginn wurden wir durch kiloschwere Gesteinsbrocken, zerbrochene Fenster und weitere Beschädigungen an die schweren Ausschreitungen von Chaoten vom 3. März erinnert.*

*Dieses Anschauungsmaterial und verschiedene Angaben in Tageszeitungen veranlassen mich zu folgenden Fragen:*

1. Welchen Umfang haben die angerichteten Schäden?
2. Warum wurde nicht sofort eingeschritten, als verummte Chaoten auftraten, und was wurde vorgekehrt, um die Täter zu eruiieren und zur Verantwortung ziehen zu können?
3. Trifft es zu, dass sich die zuständige Polizei bewusst zurückgehalten hat und dadurch die Sicherstellung von Beweismaterial verunmöglicht wurde?
4. Muss befürchtet werden, dass diese Zurückhaltung der Polizei eine Folge der massiven Anschuldigungen gegen unseren Staatsschutz sein könnte?

**Question 12:**

**Aubry. Ausschreitungen vom 3. März 1990**  
**Manifestation du 3 mars 1990 à Berne. Excès**

*Le Conseil fédéral peut-il nous dire si les organisateurs de la manifestation du samedi 3 mars 1990 à Berne paieront les frais des énormes dégâts causés au Palais fédéral et à des immeubles privés des alentours ainsi qu'à des voitures et aux routes? Les appels à venir nombreux à cette manifestation lancés par le Parti socialiste, l'Alliance des Indépendants, les groupes écologistes et le Rassemblement jurassien, de même que les discours des conseillers nationaux Hubacher et Pitteloud ont incité certains participants à la violence même si on a constaté la présence de professionnels équipés et armés.*

*Le peuple suisse, dans sa majorité, est contre la violence et se demande qui paiera les dégâts.*

**Frage 13:**

**Bonny. Ausschreitungen vom 3. März 1990**  
**Manifestation du 3 mars 1990 à Berne. Excès**

*Am Rande der Demonstration vom 3. März 1990 kam es durch 200 verummte Chaoten zu einer Unzahl von kriminellen Handlungen, meist in Form von schweren Sachbeschädigungen (geschätzte Gesamthöhe 0,5 Millionen Franken). Ein einziger Chaot wurde durch die Polizei identifiziert.*

*Wieso hat die Zusammenarbeit zwischen Bundespolizei und Stadtpolizei in Form der präventiven Benachrichtigung nicht geklappt?*

*Was hat der Bundesrat seither vorgekehrt, um unverzüglich und in Zusammenarbeit mit den verschiedenen Polizeicorps die dringend erforderliche Identifikation und Strafverfolgung der Delinquenten einzuleiten?*

*Wer trägt die Schäden der Privaten?*

**Frage 14:**

**Fischer-Häggligen. Sachschaden am Bundeshaus**  
**Manifestation du 3 mars 1990 à Berne. Dégâts au Palais fédéral**

*In der Fragestunde vom 3. Oktober 1988 hat mir Herr Bundesrat Cotti versichert, dass der Bundesrat bei den Berner Behörden vorsprechen werde, damit in Zukunft das Bundeseigentum bei Demonstrationen besser geschützt werde. Zudem werde abgeklärt, ob die verantwortlichen Veranstalter von Kundgebungen zivilhaftungspflichtig seien. Im Anschluss an die Demonstration vom 3. März 1990 stelle ich erneut folgende Fragen:*

- a. Ist der Bundesrat bereit, bei den Berner Behörden erneut vorzusprechen, damit in Zukunft Bundeseigentum besser geschützt bleibt?
- b. Was haben die Abklärungen über die zivilrechtliche Haftung der verantwortlichen Veranstalter von Demonstrationen für entstandenen Schaden an Bundeseigentum ergeben?

**Frage 15:**

**Gysin. Demonstration vom 3. März 1990 in Bern. Ausschreitungen**  
**Manifestation du 3 mars 1990 à Berne. Excès**

*Die Demonstration in Bern vom 3. März 1990 verlief friedlich, doch wendeten ausserhalb der Demonstration Extremisten gezielt Gewalt an, beschädigten Bauten des Bundes, drangen in Räume des Bundes ein, entwendeten Akten und bedrohten Mitarbeiter der Bundesverwaltung. Ich stelle dazu folgende Fragen:*

1. Welche präventiven Massnahmen hatte der Bundesrat zuvor bereits getroffen, um drohender Gewalt entgegenzutreten zu können?
2. Da der angerichtete materielle und politische Schaden gross ist und die eingesetzten polizeilichen Mittel offenbar nicht genügten, frage ich im weitern, welche Vorkehren der Bundesrat künftig zu treffen gedenkt,
  - um Mitarbeiter und Einrichtungen des Bundes hinreichend gegen Gewaltakte zu schützen;
  - um zu verhindern, dass Gewalttäter in Bundesräumlichkeiten eindringen und dort Akten und anderes entwenden.

Bundespräsident **Koller**: Zu den Fragen 11 bis 15: Die geschätzten Sachschäden inklusive Aufräum- und Instandstellungsarbeiten belaufen sich auf etwa 600 000 bis 700 000 Franken. Davon entfallen auf den Bund rund 350 000 Franken, die Stadt Bern zirka 100 000 Franken und Private zirka 200 000 Franken. Dazu kommen weitere Kosten in noch unbekannter Höhe, so zum Beispiel für die Bewachung der beschädigten Gebäude. Weder die Bundes- noch die Stadtpolizei hatten vor der Kundgebung Informationen oder Anhaltspunkte über die Teilnahme und das Vorgehen der Chaoten. Das Auftreten von verummten Gestalten in einer grossen Menschenmenge erschwerte die Aufgabe der Polizei. Im übrigen ging es dieser primär darum, die gewalttätigen Randalierer vom Bundesplatz fernzuhalten und eine Panik unter den friedlichen Demonstranten zu vermeiden. Es mussten überdies erhebliche Kräfte zum Schutz der Feuerwehr eingesetzt werden. Bei dieser Sachlage gelang es mit den verbleibenden Kräften nicht, der Chaoten habhaft zu werden. Die genaue Auswertung des Polizeieinsatzes ist allerdings noch im Gange. Die Stadtpolizei Bern hat ihre Aufgabe in eigener Kompetenz erfüllt. Sie hat die Grundsätze der Rechts- und Verhältnismässigkeit eingehalten. Die Identifikation und Strafverfolgung der Delinquenten ist Sache der Polizei. Die Stadtbehörden haben den Organisatoren vorgängig zugesichert, die Polizei mache keine Aufzeichnungen in Bild und Ton, was eine Identifikation der Gewalttäter erschwert hat. Der Bundesrat hat noch am Abend des 3. März 1990 mit den Berner Behörden bezüglich dem Schutz des Bundeseigentums Kontakt aufgenommen. Er beabsichtigt auch bauliche Sicherheitsmassnahmen in die Wege zu leiten. Die Abklärungen im Zusammenhang mit der Demonstration zum Tod von Jürg Weis am 24. September 1988, die in einem Gutachten des Bundesamts für Justiz festgehalten sind, haben ergeben, dass die Organisatoren einer Demonstration für den Schaden, den Demonstrationsteilnehmer verursacht haben, zivilrechtlich haftbar sind, wenn ein schuldhaftes Verhalten der Organisatoren, zum Beispiel ein Abweichen von der bewilligten Marschroute, als Ursache des Schadens anzusehen ist. Es gibt indessen keine Hinweise für ein derartiges Verhalten der Organisatoren der Kundgebung vom 3. März 1990. Insbesondere kann der blosser Aufruf, zahlreich an der bewilligten Veranstaltung teilzunehmen, nicht als kausales Verschulden qualifiziert werden. Eine Haftung der Stadt, allenfalls des Kantons Bern, würde voraussetzen, dass städtische Beamte widerrechtlich gehandelt beziehungsweise eine Amtspflicht verletzt hätten, indem sie mögliche Einsätze zur Verhinderung von Sachschäden unterliessen. Aus den bisher vorhandenen Informationen geht – wie bereits erwähnt – hervor, dass sich die Berner Polizei darauf konzentrierte, die Hauptdemonstration vor den Randalierern zu schützen – was gelang –, und dass zudem erhebliche Kräfte für den Schutz der Feuerwehr eingesetzt werden mussten. Diese Wahl der Prioritäten erscheint im Rahmen des pflichtgemässen Ermessens der Einsatzleitung als angemessen. Im

übrigen wird es Sache der zuständigen Instanzen sein, allfällige Schadenersatzklagen zu beurteilen.

**Zwingli:** Es hat bekanntlich keinen grossen Sinn, hinterher grosse Fragen zu stellen. Mich interessiert deshalb vor allem eine Frage: Was ist in Zukunft vorgesehen, damit solche Ereignisse verhindert werden können?

**Bundespräsident Koller:** Herrn Zwingli interessiert die Verhinderung von sehr grossen Schäden. Der Bundesrat gedenkt – wie gesagt – einerseits bauliche Sicherheitsmassnahmen vorzukehren, um die Schäden künftig besser in Grenzen zu halten. Im übrigen werden wir selbstverständlich andererseits mit den Verantwortlichen der Stadtpolizei Bern den Polizeieinsatz während dieser Demonstration ganz sorgfältig auswerten und auf allfällige Schwachstellen hin überprüfen.

**Bonny:** Herr Bundespräsident: Sie haben gesagt, dass es Sache der Polizei sei, die Strafverfolgung durchzuführen. Nun ist es so, dass der Bund nach Ihren eigenen Angaben für mehrere hunderttausend Franken Schaden erlitten hat. Die Legitimation, sich als Privatkläger zu konstituieren, ist also durchaus gegeben. Es ist also nicht nur Sache der Polizei. Hat der Bundesrat die Absicht, als Privatkläger aufzutreten? Ich sage das wohlverstanden nicht primär aus materiellen Überlegungen heraus, sondern weil wir wissen wollen, wer hinter den Chaoten steckt. Das hat eine eminent politische Bedeutung. Wir hätten alle, ob nun links oder rechts, ein Interesse, mehr zu wissen.

**Bundespräsident Koller:** Wie ich bereits ausgeführt habe, sind die Abklärungen im Gang. Es sind offenbar auch Strafanzeigen von seiten privater Geschädigter eingegangen. Die Polizei ist daran, möglichst viele der Gewalttäter namhaft machen zu können. Aber Sie werden begreifen, dass beim heutigen Stand der Abklärungen weitere Ausführungen noch nicht möglich sind.

**Fischer-Häggingen:** Es geht mir darum, dass ich nicht jedesmal nach einer Demonstration die gleiche Frage stellen muss, weil jedesmal doch erhebliche Schäden am Bundeshaus zu registrieren sind. Darum glaube ich, dass die Berner Behörden tatsächlich etwas ernster vorgehen sollten. Es gibt ja nicht nur eine Stadtpolizei, sondern auch noch eine Kantonspolizei. Die Frage stellt sich: Wurde die Kantonspolizei für diesen Einsatz nicht zur Verfügung gestellt? Hat man Hinweise dafür, dass Anfragen von der Stadtpolizei vorhanden waren, aber die Kantonspolizei sich nicht zur Verfügung stellte?

**Bundespräsident Koller:** Es sind mir diesbezüglich keinerlei Aussagen bekannt. Die Stadtpolizei hat – wie gesagt – den Schutz sowohl der Demonstration wie der Gebäulichkeiten des Bundes in eigener Verantwortung konzipiert. Ich darf Sie allgemein auf ein Problem hinweisen: Solche Polizeieinsätze sind äusserst schwierig zu konzipieren. Sie wissen auch, dass anlässlich der «Tschernobyl»-Demonstration der Berner Stadtpolizei schwere Vorwürfe gemacht worden sind, sie sei zu defensiv gewesen. Diesmal werden Vorwürfe gemacht, sie sei zu defensiv gewesen. Deshalb möchte sich der Bundesrat zurzeit jeglichen Werturteils enthalten und die Abklärungen und die Auswertungen dieses Polizeieinsatzes abwarten.

**Gysin:** Herr Bundespräsident, Sie sind bei der ausführlichen Beantwortung auf eine Frage nicht eingegangen, auf die Frage des Schutzes der Mitarbeiter der Bundesverwaltung. Sie haben zu den Sachschäden Stellung genommen, und Sachschäden sind ja bekanntlich Schäden, die sich durch Geld gutmachen lassen. Aber was gedenkt der Bundesrat zu tun, um künftig Mitarbeiter der Bundesverwaltung zu schützen, wenn solche Gewalttätigkeiten geschehen? Ich denke da insbesondere an die Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen an der Taubenstrasse.

**Bundespräsident Koller:** Es ist Aufgabe des Sicherheitsdienstes der Bundesverwaltung, die nötigen Schutzmassnahmen,

die nötigen Vorsichtsmassnahmen zu realisieren. Wie ich bereits in meinen einleitenden Ausführungen bekanntgegeben habe, werden wir vor allem auch prüfen, ob nicht vermehrt bauliche Schutzvorrichtungen nötig sind, um die Sicherheit der Bundesbeamten in solchen Situationen zu gewährleisten.

*Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle*

**Mme Pitteloud:** C'est à Mme Aubry que je voudrais m'adresser.

En effet, dans votre question, Madame, il y a des propos diffamatoires à mon égard et j'aurais pu, je crois, me fâcher, voire même demander la levée de votre immunité parlementaire, mais j'ai décidé de ne pas le faire. D'une part, vous faites partie avec moi, Madame Aubry, de la grande communauté des «fichés» dans ce pays et à ce titre-là j'ai beaucoup de compréhension pour vous, et d'autre part vous n'avez pas assisté à la manifestation, vous n'avez ni lu ni entendu mon discours, alors je me permettrai de vous en tenir un exemplaire intégral à disposition, ce qui vous permettra de corriger vos propos.

*Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle*

**Mme Aubry:** En premier lieu, je voudrais répondre à Mme Pitteloud.

J'ai pu juger, Madame, de vos paroles et de votre ton à la télévision et dans certains journaux, c'est tout. Mais vos propos étaient assez virulents pour échauffer la foule.

Je voudrais maintenant poser une question au président de la Confédération. Nous avons à notre disposition d'innombrables photos de la manifestation dans les journaux, y compris des photos couleurs de bonne qualité, où nous voyons les casseurs, armés, parfois cagoulés et casqués, mais qui laissent distinguer des visages, et je me demande s'il n'est pas possible de retrouver les traces de ces gens et de porter plainte contre eux. Le peuple suisse en a assez de payer pour ces casseurs qui démolissent les biens personnels et ceux de la Confédération.

**Bundespräsident Koller:** Wie ich bereits ausgeführt habe, ist es Sache der Polizei, die Delinquenten, d. h. die Gewalttäter dieser Demonstration, zu erurieren. Ich zweifle nicht daran, dass die Polizei alles in ihren Möglichkeiten Stehende unternehmen wird, um diese Gewalttäter zu identifizieren.

*Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle*

**Hubacher:** Frau Aubry stellt in ihrer Anfrage – ich muss das nochmals vorlesen – folgendes fest: «Durch die Aufforderung der Sozialdemokratischen Partei, des Landesrings der Unabhängigen, grüner Gruppierungen und des Rassemblement jurassien, in grosser Zahl zur Kundgebung zu erscheinen, und durch die Ansprachen von Nationalrat Hubacher und Nationalrätin Pitteloud haben sich gewisse Teilnehmer zur Gewalt hinreissen lassen.»

Was heisst das? 30 000 bis 35 000 Teilnehmerinnen und Teilnehmer haben an dieser Kundgebung – nach übereinstimmendem Urteil fast der gesamten Presse – völlig friedlich, völlig gewaltlos demonstriert und haben friedlich und gewaltlos sämtliche Reden angehört. Was sich an Chaotentum abgespielt hat, ist am Rande der Kundgebung passiert. Sehr viele, Tausende von Teilnehmerinnen und Teilnehmern hatten überhaupt keine Ahnung, was sich an der Bundesgasse abspielte. Wenn nun Frau Aubry behaupten will, Frau Pitteloud und ich hätten durch die Reden diese Gewalt heraufbeschwört, dann muss ich folgendes sagen: Als ich als letzter Redner an die Reihe kam, war all das, was an Schäden angerichtet worden ist, längst passiert. Auch als Frau Pitteloud zu Wort kam, waren diese Gewalttätigkeiten schon im Gange.

Was Sie verlangen, Frau Aubry, ist eigentlich Abschaffung der Demokratie, denn Sie wollen alle Kundgebungen und alles, was unsere Freiheit ausmacht, verbieten. Was Sie hier behaupten, ist entweder böswillig oder verleumderisch.

Ich meine aber, Herr Bonny hat die entscheidende Frage gestellt: Wer sind diese Chaoten? Unabhängig davon, ob in Zürich, in Basel oder in Bern eine Kundgebung friedlicher Menschen durchgeführt wird, immer ist ein gewisser harter Kern

von wohltrainierten, gut ausgerüsteten, mit deutschem Polizeigas versehenen Chaoten da, der diese Kundgebungen stört. Wir sind sehr daran interessiert zu wissen, wer dahinter steckt, wer diese Leute eingeschleust hat. Aber gegen den derart diffamierenden Vorwurf von Frau Aubry muss ich mich in aller Form verwahren.

#### Question 16:

**Friderici. Schwerverkehr in der Grenzzone**

**Fourniture de matériaux dans la zone frontalière**

*Depuis le 10 février, le Conseil fédéral a aboli la taxe de 20 francs frappant les véhicules de plus de 28 tonnes de poids total en charge (PTC) qui circulent dans la zone frontalière en provenance ou à destination de l'étranger. Cette nouvelle situation désavantage les fournisseurs suisses (spécialement pour les matériaux de construction) par rapport à leurs concurrents étrangers. Le Conseil fédéral envisageait de généraliser la circulation des camions de plus de 28 tonnes de PTC lorsque les lieux de chargement et de déchargement sont situés dans le périmètre déterminé et que le parcours s'effectue entièrement dans la zone frontalière ?*

**Bundespräsident Koller:** Das gilt nur für Ausnahmen von der 28-Tonnen-Limite für den Transport beliebiger Güter im grenzüberschreitenden Verkehr. Binnentransporte, auch mit Lade- und Abladeort innerhalb der schweizerischen Grenzzone, unterliegen der generellen Gewichtsregelung und dürfen daher nur im Rahmen von 28 Tonnen Gesamtgewicht durchgeführt werden.

**M. Friderici:** Je crois, Monsieur le président de la Confédération, que vous n'avez pas répondu à ma question. J'ai demandé si le Conseil fédéral envisageait de libéraliser le transport, en général, dans la zone frontalière, de manière à ce que les fournisseurs – et je pense plus particulièrement aux fournisseurs de matériaux – jouissent des mêmes conditions de concurrence que les fournisseurs étrangers situés de l'autre côté de la frontière.

**Bundespräsident Koller:** Ich habe darauf hingewiesen, dass für eine derartige Massnahme die Rechtsgrundlagen fehlen. Der Bundesrat hat die Aufhebung der Ausnahmegewerbungsgebühr von 20 Franken im grenzüberschreitenden Verkehr – zwecks Abwendung ausländischer Retorsionsmassnahmen, vor allem von seiten Frankreichs («taxe compensatoire»), und im Hinblick auf die Verkehrsverhandlungen mit der Europäischen Gemeinschaft – beschlossen. Andere Möglichkeiten haben wir gar nicht.

#### Frage 17:

**Humbel. Beschädigung des schweizerischen Hoheitszeichens anlässlich der Demonstration vom Samstag, 3. März 1990, in Bern**  
**Manifestation du 3 mars 1990 à Berne. Atteintes au drapeau suisse**

*An der Demonstration vom vergangenen Samstag in Bern wurden verschiedene Schweizer Fahnen, also Hoheitszeichen unseres Staates, arg beschädigt vorgefunden (z. B. eine Schweizer Fahne ohne das weisse Kreuz unmittelbar beim Rednerpodium).*

*– Ist die Beschädigung von schweizerischen Hoheitszeichen gemäss unserem Strafgesetzbuch nicht strafbar?*

*– Hat der Bundesrat schon eine Untersuchung eingeleitet?*

*– Welche Schritte rechtlicher Art gedenkt der Bundesrat vorzunehmen?*

**Bundespräsident Koller:** Die Beschädigung des schweizerischen Hoheitszeichens ist nach Artikel 270 des Strafgesetzbuches nur strafbar, wenn es von einer Behörde angebracht worden ist. Das trifft auf die erwähnten Schweizer Fahnen nicht zu. Der Bundesrat hat deshalb keine Möglichkeit, eine Untersuchung einleiten zu lassen.

#### Frage 18:

**Neuenschwander. Unterstützung für Opfer von Gewaltverbrechen**

**Aide aux victimes d'actes de violence**

*1984 wurde ein neuer Artikel 64ter der Bundesverfassung gutgeheissen.*

*Ziel: Der Bund hat für Opfer von Gewaltverbrechen subsidiär zu sorgen.*

*Diese Bestimmung ist immer noch nicht in Kraft, weil die Ausführungsgesetzgebung fehlt.*

*Wann erhält das Parlament die Vorlage, und wie sieht der weitere Zeitplan aus?*

**Bundespräsident Koller:** Die Botschaft zu einem Bundesgesetz über die Hilfe für Opfer von Straftaten – das sogenannte Opferhilfegesetz – und zu einem Bundesbeschluss über das Europäische Uebereinkommen über die Entschädigung für Opfer von Gewalttaten wird vom Bundesrat voraussichtlich im April 1990 verabschiedet.

Den Zeitplan für die parlamentarische Beratung bestimmt selbstverständlich das Parlament.

Die Inkraftsetzung ist wegen der kantonalen Vollzugsgesetzgebung erst zwei bis drei Jahre nach Verabschiedung im Parlament möglich.

#### Frage 19:

**Ruf. Zivilrechtliche Mündigkeit mit 18 Jahren**

**Majorité civile à 18 ans**

*Zu welchem Zeitpunkt gedenkt der Bundesrat dem Parlament eine Vorlage zur Herabsetzung der zivilrechtlichen Mündigkeit auf 18 Jahre zu unterbreiten?*

**Bundespräsident Koller:** Bei der Beantwortung der Motion der Kommission vom 14. November letzten Jahres hat sich der Bundesrat bereit erklärt, die Herabsetzung des zivilrechtlichen Mündigkeitsalters nicht erst im Rahmen der geplanten Revision des Eheschliessungs- und Scheidungsrechts zu prüfen, sondern dem Parlament einen separaten Entwurf vorzulegen.

Zu einer derart wichtigen Frage wie der Herabsetzung des Mündigkeitsalters muss aber ein Vernehmlassungsverfahren durchgeführt werden. Der Bundesrat hofft, es noch dieses Jahr eröffnen zu können. Bevor das Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens vorliegt, lässt sich nicht festlegen, wann der Bundesrat seine Vorlage dem Parlament unterbreiten kann.

#### Frage 20:

**Bodenmann. Informatisierung der Daten der politischen Polizei**

**Police politique. Informatisation des données**

*Gegenüber der Puk und der Öffentlichkeit sowie auf Nachfrage versichert die Bundesanwaltschaft, dass sie ihre Daten der politischen Polizei bis heute nicht informatisiert habe.*

*Aufgrund von Presseberichten steht fest, dass einige Kantone diese Informatisierung auf einem gemeinsamen Computer in Genf bereits vorgenommen haben.*

*Handelt es sich hierbei nun um Files der Bundesanwaltschaft oder um solche der betroffenen Kantone?*

#### Frage 21:

**Rechsteiner. Informatisierung der Daten der politischen Polizei**

**Police politique. Informatisation des données**

*Artikel 9 der Verordnung vom 5. März 1990 über die Behandlung von Staatsschutzakten des Bundes ist zu entnehmen, dass der Bundesrat beabsichtigt, die Daten auf ein elektronisches Informationssystem zu übertragen.*

*Kann der Bundesrat zusichern, dass jedenfalls keine Daten der politischen Polizei elektronisch gespeichert werden, bevor dafür eine ausdrückliche gesetzliche Grundlage (mit der damit verbundenen Mitsprachemöglichkeit des Parlamentes) geschaffen ist?*

Bundespräsident **Koller**: Zu den Fragen 20 und 21: Nach Ausschneiden aller nicht mehr benötigten Fichen und Dossiers sollen die Daten der Hauptregistratur der Bundespolizei bereinigt und anschliessend auf ein elektronisches Informationssystem übertragen werden. Innerhalb der von mir hier angekündigten Projektorganisation «Basis» wird eine Arbeitsgruppe unter der Federführung des Bundesamtes für Justiz die damit zusammenhängenden Fragen klären.

Dieses Informatisierungsvorhaben umfasst nur Daten des Bundes und steht in keinem Zusammenhang mit bereits realisierten EDV-Lösungen der Kantone. Diese entscheiden grundsätzlich frei darüber, ob sie die im Auftrag der Bundesanwaltschaft zu erhebenden Daten konventionell oder mit EDV verwalten. Zurzeit setzen die Kantone Solothurn, Appenzell-Ausserrhodens, Appenzell-Innerrhodens, Graubünden, Genéve und Wallis dafür EDV ein. Von diesen Datensammlungen zu trennen ist der Datenverbund der Westschweizer Kantone. Dabei handelt es sich um ein kriminalpolizeiliches Informationssystem. Ähnliche Systeme bestehen auch in andern Kantonen.

**Rechsteiner**: Ich muss feststellen, dass Sie die Frage Bodenmann beantwortet haben, nicht aber die von mir gestellte. Ich möchte Sie deshalb noch einmal ausdrücklich fragen: Können Sie zusichern, dass keine Daten der politischen Polizei des Bundes informatisiert beziehungsweise auf den Computer übertragen werden, bevor dafür nicht eine ausdrückliche gesetzliche Grundlage geschaffen worden ist? Das war ja der Inhalt Ihrer Ausführungen von letzter Woche, und es muss nun Gewähr dafür geboten sein, dass keine Daten in den Computer gelangen, bevor das Parlament dafür eine gesetzliche Grundlage geschaffen hat.

Bundespräsident **Koller**: Nach geltendem Organisationsrecht, Herr Nationalrat Rechsteiner, und kommendem Datenschutzgesetz ist nicht für die Art der Datenbearbeitung, sondern nur für die Datenbearbeitung an sich eine Rechtsgrundlage notwendig. Die EDV-mässige Registratur der Daten der Bundespolizei basiert deshalb auf der gleichen Rechtsgrundlage wie die bisherige Handkartei, nämlich Artikel 17 Bundesstrafprozessordnung, wobei – das kann ich Ihnen, Herr Nationalrat Rechsteiner, auch erklären – ich diese Informatisierung angesichts der Vorkommnisse, über die wir hier ja schon viel diskutiert haben, sofort gestoppt habe, damit die Frage, ob Artikel 17 Bundesstrafprozessordnung eine genügende Rechtsgrundlage ist, noch einmal überprüft wird. Selbstverständlich sind wir gerne bereit, nach Abklärung all dieser Fragen auch das Parlament darüber im einzelnen zu informieren.

#### Frage 22:

##### **Züger. Impfungen in Rekrutenschulen Vaccinations dans les écoles de recrues**

*Werden in Rekrutenschulen trotz akuter Aids-Gefährdung immer noch Impfungen mit Mehrweg-Spritzen ausgeführt? Wenn ja, sind Sie bereit, diese lebensgefährdende Handlungsweise sofort zu unterbinden?*

Bundesrat **Villiger**: Bei der medizinischen Versorgung der Armeeingehörigen dürfen in den Rekrutenschulen sowie in den übrigen Schulen und Kursen gemäss entsprechender Weisung des Oberfeldarztes keine Mehrwegspritzen verwendet werden. Impfungen, Infusionen, Blutentnahmen usw. haben mit Einwegmaterial zu geschehen.

Da das Einwegmaterial nicht in unbeschränktem Umfang gelagert werden kann, muss in Kriegszeiten bei Versorgungsschwierigkeiten auf mehrfach verwendbares Material zurückgegriffen werden können. Es wird deshalb weiter an Lager gehalten. Korrekte Sterilisierung vorausgesetzt, würde seine Verwendung für die Patienten keine Gefahr bedeuten. Auch in Friedenszeiten werden in der zivilen Medizin bei chirurgischen Eingriffen Instrumente und Spritzen verwendet, die sterilisiert und wiederverwendet werden.

#### Frage 23:

##### **Kühne. Armee reform 95. Vorgezogene Schritte Réforme de l'armée 95. Mesures immédiates**

*Mit der Armee reform 95 soll die dringend notwendige Anpassung der Armee an die aktuelle politische Lage erfolgen.*

*Sieht der Bundesrat die vorgezogene Realisierung dringender, unbestrittener Revisionspunkte vor wie:*

- Modernisierung der Ausbildung
- Reduktion des Wehrdienstalters
- Verzicht auf Landsturmurse?

Bundesrat **Villiger**: Die Realisierung der «Armee 95», einer neuen Truppenordnung, ist ab Mitte der neunziger Jahre vorgesehen. Der Zeitplan dürfte durch das gesellschaftliche und politische Umfeld beeinflusst und im wesentlichen durch die Bearbeitung der notwendigen Gesetzesvorlagen bestimmt werden. Dazu gehören die Vernehmlassung, die Beratung in beiden Räten usw.

Zum Projekt «Armee 95» gehören aber auch dringend anstehende Reformen, vor allem in den Bereichen Ausbildung und Führung. Sie werden mit hoher Priorität vorangetrieben und mit Schwergewicht durch die Arbeitsgruppe «Armee reform 95» ausgearbeitet, ab 1991 koordiniert und paketweise den Entscheidungsinstanzen vorgelegt und realisiert. Das wird nicht bis 1995 dauern müssen.

Die Reduktion des Wehrdienstalters bedeutet einen sehr tiefgreifenden Eingriff, der erst erfolgen kann, wenn die entsprechenden Rechtsgrundlagen vorliegen und die neuen Strukturen bekannt sind. Dies wird voraussichtlich ab Mitte 1995 der Fall sein. Zurzeit wird aber geprüft, ob die Landsturmurse vorher sistiert werden könnten.

#### Frage 24:

##### **Jaeger. Sicherheitspolitische Klausur des Bundesrates Séance spéciale du Conseil fédéral consacrée à la politique de sécurité**

*1. Trifft es zu, dass Divisionär Gustav Däniker an der bevorstehenden Klausurtagung des Bundesrates über die schweizerische Sicherheitspolitik teilnehmen, ja diese Tagung moderieren soll?*

*2. Betrachtet der Bundesrat den Beizug einer Persönlichkeit als glücklich, die sich während Jahren als einer der prononciertesten Vertreter des kalten Krieges erwiesen hat und zudem eng mit dem berühmten Büro Farner liiert ist und in seinem Denken immer noch auch den «inneren Feind» in den Vordergrund gestellt hat?*

*3. Hält der Bundesrat es für opportun, eine solche Persönlichkeit die Vorstellungen der neuen Sicherheitspolitik mitprägen zu lassen, anstatt neue, unbelastete und ideologisch unbefangene Kräfte für diese Aufgabe hinzuzuziehen?*

Bundesrat **Villiger**: Es trifft nicht zu, dass Divisionär Däniker an der bevorstehenden Klausurtagung des Bundesrates über die schweizerische Sicherheitspolitik teilnehmen wird. Divisionär Däniker wird hingegen an einer Klausurtagung teilnehmen, zu der ich Fachleute aus verschiedenen Departementen eingeladen habe. Er wird das umfangreiche sicherheitspolitische Grundlagenmaterial für diese Tagung aufbereiten und die Ergebnisse der Tagung für mich zusammenfassend formulieren. Selbstverständlich sind auch zahlreiche Fachleute des Departementes von Amtes wegen in die Vorarbeiten für die neue Sicherheitspolitik involviert.

Zur zweiten Frage: Die Abqualifizierung von Herrn Däniker als prononciertem Vertreter des kalten Krieges, der ideologisch befangen sei, ist eine unsachliche und meines Erachtens haltlose Unterstellung. Herr Däniker ist äusserst qualifiziert, bei der Aufarbeitung des umfangreichen Materials mitzuwirken. Er wird aber nicht etwa diese Politik formulieren. Eine ständige Praxis des Bundesrates sieht im übrigen vor, dass altershalber zurückgetretene, der Rechtsstellungsverordnung unterstehende hohe Offiziere weiterhin für Aufgaben des EMD engagiert werden können.

Zur dritten Frage: In die Erarbeitung der Vorstellungen über eine neue Sicherheitspolitik sind sehr viele qualifizierte Kräfte, sowohl Vertreter anderer Departemente wie auch Aussenste-

hende, einbezogen. Auf meine Veranlassung hin wurden auch systematisch Kontakte mit ausländischen Fachleuten aufgenommen, die nun im Hinblick auf unsere Sicherheitspolitik ausgewertet werden. Mit diesem Vorgehen kann ein sehr beachtliches intellektuelles Potential für die Formulierung der neuen Sicherheitspolitik erschlossen werden.

**Jaeger:** Sie bezeichnen meine zweite Frage als unsachlich, ich widerspreche dem. Es handelt sich um eine sachliche Feststellung. Sie lässt sich anhand zahlreicher Ausführungen belegen, die Herr Däniker gemacht hat. Aber darum geht es mir nicht. Herr Däniker hat sicher seine Verdienste, aber er passt nicht mehr in das heutige weltpolitische Umfeld. Ich möchte deshalb die Frage stellen und Sie, Herr Bundesrat, ergänzend darauf ansprechen: Sind Sie denn nicht auch der Auffassung, dass in der jetzigen Situation die falsche Persönlichkeit für eine doch prägende Mitarbeit an der neuen sicherheitspolitischen Konzeption herangezogen wird? Wäre es nicht richtiger, sich in diesem veränderten weltpolitischen Umfeld einen neuen «think-tank» zuzutun, neue Leute zu mobilisieren, und zwar nicht in dem Sinne, wie Sie es am Schluss Ihrer Antwort erwähnt haben, sondern Leute, die ideologisch und fachlich in einer anderen Welt gross geworden sind. Ich denke an die Professoren Spielmann, Gabriel und Linder, Politologen, die sich mit sicherheitspolitischen, friedenspolitischen und Konfliktlösungsfragen auseinandergesetzt haben. Ich glaube, das wäre wirklich ein innovativer Gewinn. Sie sind ein Vertreter der jungen Generation und könnten doch gut neue Leute beiziehen.

**Bundesrat Villiger:** Zu Herrn Däniker möchte ich nur noch sagen, dass Sie vielleicht auch seine neueren Schriften einmal lesen sollten, dann werden Sie feststellen, dass Ihre Schwarzweissdarstellung nicht zutrifft. Aber wir haben uns bewusst bemüht, auch andere Kräfte beizuziehen, deshalb auch das Gespräch mit Ausländern, auch anderer politischer Couleur. Herren, von denen Sie vorher gesprochen haben, wie Herr Spielmann und auch Herr Gasteyer, sind schon über die ZGV in die Meinungsbildung einbezogen worden. Ich möchte Ihnen einfach empfehlen, abzuwarten, was geschieht, und den Bericht, wenn er vorliegt, kritisch zu überprüfen, und dann können wir uns darüber unterhalten, ob es ein Bericht des kalten Krieges ist oder ein Bericht, der den aktuellen Umständen Rechnung trägt.

#### Frage 25:

**Vollmer. Aufhebung einer Verordnung über die Entlassung von Beamten**

**Abrogation d'une ordonnance sur le licenciement de certains fonctionnaires**

*Nachdem der Bundesrat die längst überholte und rechtsstaatlich fragwürdige Verordnung über die Wahrung der Sicherheit des Landes vom 12. Januar 1951 ersatzlos aufgehoben hat, stellt sich die Frage, wann und ob der Bundesrat auch endlich bereit ist, die ebenso fragwürdige und überholte «Weisung über die Auflösung des Dienstverhältnisses vertrauensunwürdiger Beamter, Angestellter und Arbeiter des Bundes» vom 5. September 1950 ersatzlos aufzuheben?*

**Bundesrat Stich:** Der Bundesrat hat diese Weisungen seit vielen Jahren nicht mehr angewandt und sie heute aufgehoben.

#### Question 26:

**Longet. Gewinne der Banken 1989**

**Résultats 1989 des banques. Appréciation du Conseil fédéral**

*Selon leurs propres déclarations, les trois grandes banques du pays réalisent ensemble pour 1989 un bénéfice d'environ 2,5 milliards de francs.*

*Devant des résultats pareils, quelles conclusions le Conseil fédéral tire-t-il pour la politique à suivre en matière bancaire, s'agissant par exemple du droit de timbre ou des taux hypothécaires ?*

**Bundesrat Stich:** Die letztes Jahr publizierten Gewinne der Grossbanken lassen auf einen guten Geschäftsgang dieser Institute schliessen. Bei der Interpretation der Ergebnisse ist jedoch zu berücksichtigen, dass die Erfolgsrechnungen der Grossbanken keine generellen Schlüsse zulassen über die Rentabilität einzelner Geschäftssparten wie zum Beispiel die Hypothekarkreditgewährung. Zudem sind Vergangenheitswerte nicht immer der beste Indikator für die in Zukunft zu erwartenden Entwicklungen. Der Bundesrat hat keine Veranlassung, seine bisherige Politik zu ändern.

**M. Longet:** Si je comprends bien, vous estimez que les indications fournies par les banques ne sont pas suffisantes. Le Conseil fédéral souhaite-t-il que leurs statistiques deviennent plus précises?

**Bundesrat Stich:** Im Moment handelt es sich ja noch nicht um Statistiken, sondern es liegen die Ergebnisse von drei Grossbanken vor. Aufgrund derer lässt sich feststellen, dass die Gewinnmarge bei den Hypothekarzinsen in den letzten Jahrzehnten eher zugenommen hat.

#### Question 27:

**Salvioni. Verkauf von «Swissôtel»**

**Vente de «Swissôtel»**

*Swissair a vendu la société «Swissôtel» à un groupe japonais. Cette société possède quelques hôtels à Lausanne. Comment se fait-il qu'un organisme privé à forte participation publique ne tienne pas compte des restrictions prévues par la loi Friedrich sur la vente d'immeubles à des personnes à l'étranger? Est-il licite qu'une société étrangère utilise l'emblème et le nom de la Suisse pour sa publicité?*

#### Frage 28:

**Hänggi. Verkauf der Swissôtel-Gruppe**

**Vente de «Swissôtel»**

*Bekanntlich wurde die Swissôtel-Gruppe an eine japanische Gesellschaft verkauft. Dazu gehört, im Management-Verhältnis, offenbar auch das der Nationalbank gehörende Berner Hotel Bellevue.*

*Hat sich durch diesen Verkauf auch an den Eigentumsverhältnissen etwas geändert? Welchen Einfluss hat dies auf die künftige Führung?*

**Bundesrat Stich:** Zu den Fragen 27 und 28: Die Schweizerische Nationalbank besitzt die Aktienmehrheit der Bellevue Palace Grand Hotel und Bernerhof AG. Die Führung des Hotelbetriebs wurde der Swissôtel mit einem Managementvertrag übertragen. Mit dem Verkauf der Swissôtel an die japanische Gesellschaft Aoki-Westin hat sich an den Eigentumsverhältnissen der Hotel Bellevue AG nichts geändert. Die SNB ist auf jeden Fall dafür besorgt, dass der Charakter des Berner Hotels aufrechterhalten wird. Ob bei den veränderten Umständen der Vertrag mit der Swissôtel aufrechterhalten werden soll, wird zurzeit von der SNB geprüft.

Die neuen Eigentümer der Swissôtel werden für den Erwerb der Immobilien, die zum Gesellschaftsvermögen gehören, bei der zuständigen kantonalen Behörde ein Bewilligungsgesuch nach dem Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (Lex Friedrich) einreichen müssen. Zuständig ist die Behörde desjenigen Kantons, in dem wertmässig der grösste Teil der Grundstücke liegt.

Im Handelsregister ist die Swissôtel zurzeit noch als «Swissair/Nestlé Swissôtel AG» eingetragen. Nach dem Ausscheiden von Nestlé wurde der Name «Swissair Swissôtel Management AG» bewilligt, aber noch nicht eingetragen. Die neuen Besitzer werden einen neuen Firmennamen zur Eintragung beantragen müssen, der keine irreführende Angabe über die Eigentümer enthalten darf.

#### Frage 29:

**Nussbaumer. Brotgetreideüberschüsse**

**Excédents de céréales panifiables**

*Die sich anbahnende Brotgetreidekontingentierung treibt die Getreidebauern in die Massenproduktion hinein. Warum ist es*

*nicht möglich, den naturnahe produzierenden Ackerbauern, welche vertraglich auf Halmverkürzer, Fungizide und Insektizide verzichten, den vollen oder gar einen höheren Preis zu bezahlen und die Ueberschussverwertung voll den Massenproduzenten ohne Vertrag zu belasten?*

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Après la récolte record de céréales panifiables de l'année dernière, le Conseil fédéral a dû prendre des mesures d'urgence pour réduire les dépenses de la Caisse fédérale, qui prenaient une altitude évidemment considérable.

En ce qui concerne le blé panifiable, dès la récolte 1990, les coûts de mise en valeur seront répercutés sur les producteurs pour la part des livraisons à la Confédération qui dépasse la totalité des besoins de notre pays, besoins qui ont été assez généreusement évalués à 450 000 tonnes. Quant aux céréales fourragères, la diminution que vous avez votée du crédit figurant au budget a pour effet de réduire les primes de culture. Ces deux mesures, tant pour les céréales panifiables que pour les céréales fourragères, ne suffisent cependant pas.

Vous proposez, Monsieur Nussbaumer, de renoncer à l'utilisation de raccourcisseurs de tiges, de fongicides, d'insecticides, de manière à obtenir une production plus proche de la nature, ce qui aurait pour conséquence une diminution des rendements. Le Conseil fédéral est persuadé que ce sont les formules à retenir à long et moyen terme afin de cultiver du blé panifiable et des céréales fourragères de manière extensive et non plus intensive, en respectant plus que jamais les exigences de l'environnement. C'est la raison pour laquelle, allant au-delà du futur immédiat qu'est l'année prochaine, le Département de l'économie publique a été chargé par le Conseil fédéral de préparer des mesures allant dans le sens de l'agriculture extensive.

Souhaitons que nous aboutissions dans cette lutte difficile et que nous puissions éviter, Monsieur Nussbaumer, en suivant votre philosophie dans le secteur des céréales, l'*ultima ratio* que constitue le contingentement dont de nombreux secteurs de notre agriculture sont déjà marqués, au point que nous voudrions éviter d'étendre ce contingentement à la production céréalière. C'est dans ce sens que je vous remercie de votre question.

### Frage 30:

#### **Reichling. Anwendung Weinstatut Application du Statut du vin**

*Kann der Bundesrat bestätigen, dass nur Personen und Firmen im Besitze von Einfuhrbewilligungen für Wein sind, welche die Auflagen von Artikel 18 Absatz 1 des Weinstatutes vollumfänglich erfüllen und diesbezüglich im Laufe der letzten drei Jahre gemäss Artikel 20 Absatz 1 der gleichen Verordnung überprüft worden sind?*

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Le statut du vin est une ordonnance du Conseil fédéral, fondée naturellement sur la loi sur l'agriculture – notre loi générale – touchant l'agriculture de notre pays et plus particulièrement l'arrêté fédéral sur la viticulture «Rebbaubeschluss» dont la nouvelle édition, décidée par le Parlement, est actuellement en «tremblement» de référendum.

Selon le statut du vin actuellement en vigueur, les permis d'importation, Monsieur Reichling, sont délivrés «aux personnes et aux maisons domiciliées sur le territoire douanier suisse qui bénéficient du permis les autorisant à pratiquer le commerce des vins, qui importent du vin à titre professionnel et qui exercent régulièrement une activité dans la branche vinicole. Les importateurs doivent disposer d'une organisation commerciale répondant aux besoins de leur entreprise, doivent avoir une clientèle stable, doivent disposer de caves en propre ou de caves louées, et doivent occuper des employés. Ils doivent en outre garantir qu'ils s'acquitteront des conditions et charges attachées à l'octroi des permis».

Nous confirmons, en réponse à votre question, que seules les personnes et les maisons qui répondent intégralement et cumulativement à ces conditions sont au bénéfice de permis d'importation de vins. Nous pratiquons des contrôles réguliers

et suivis selon le statut du vin, de manière à assurer le respect constant des conditions et des charges liées à l'octroi des permis.

Je précise encore deux choses: la première est que l'article du statut du vin que je vous ai cité est l'article 18. L'article 20, quant à lui, n'a pas trait au contrôle de l'activité des maisons d'importation mais au réajustement périodique des contingents. Les conditions sont prévues à l'article 18 et nous les respectons.

Deuxièmement, selon l'article 23 de la loi sur l'agriculture, le Conseil fédéral peut limiter le volume des importations de vins en cas de difficultés d'écoulement des vins indigènes. A cette condition, l'arrêté sur la viticulture soumis à la votation populaire du 1er avril prochain ne crée donc pas le contingent, comme je l'entends dire ici ou là. Le contingentement existe «als Kannformel», dans la loi sur l'agriculture, il a été repris dans le statut du vin, de même que dans le nouvel arrêté sur la viti-viniculture, mais uniquement dans le dessein de pouvoir assouplir l'application de ce système en introduisant par exemple les attributions aux enchères. En soi, le régime même du contingentement, bon ou mauvais, n'est pas à chercher dans l'arrêté viti-vicole, mais bien à l'article 23 de la loi sur l'agriculture.

**Reichling:** Herr Bundesrat, es erstaunt mich doch, dass die Kreise, die das Referendum gegen den Rebbaubeschluss ergriffen haben, ständig davon sprechen können, dass ein Grossteil der Kontingente von sogenannten Sofa-Importeuren eingeführt werde. Wenn, wie Sie bestätigen, Artikel 18 eingehalten wird, kann es doch überhaupt keine Sofa-Importeure geben, denn sie müssen den Wein in ihren Kellern lagern.

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Je réponds à M. Reichling que les conditions prévues à l'article 18 sont rigoureusement contrôlées – comme je vous l'ai indiqué tout à l'heure. Les conditions qui sont posées pour pouvoir importer du vin ne correspondent pas à la fameuse définition des importateurs de salon et, par conséquent, on est en présence d'une campagne où l'honnêteté intellectuelle n'est pas dominante.

### Frage 31:

#### **Bürgi. SBB-Reisen für Invalide und Rollstuhlbenützer Voyageurs infirmes. Tarifs CFF**

*Bei gemeinsamen Ausflügen von Invaliden werden von der SBB spezielle Invalidenwagen zur Verfügung gestellt.*

*Für diese Invalidenwagen werden zusätzlich Pauschalpreise pro Wagen und km verrechnet. Ich anerkenne die grossen Leistungen der SBB für die invaliden Mitmenschen, die bis heute erbracht wurden.*

- 1. Sollten Invalide und speziell Rollstuhlreisende nicht zu gleichen Preisen reisen können wie gesunde Kollektivtarifreisende?*
- 2. Könnten solche Invalidenwagentarife nicht von der SBB und damit von der Allgemeinheit übernommen werden?*

**Bundesrat Ogi:** Der Bundesrat hat grosses Verständnis für die Anliegen der Behinderten. Man kann nicht immer von besserer Eingliederung der Behinderten sprechen, um dann doch Barrieren – zum Beispiel beim Reisen – aufzubauen. So ist es tatsächlich stossend, dass behinderte Reisende höhere Preise bezahlen müssen als ihre gesunden Mitmenschen. Wir packen daher das Problem an und versuchen, diese Ungerechtigkeit zu lösen: Zum einen auf internationaler Ebene im Rahmen der Conférence européenne des ministres de transport (Cemt), der Konferenz der Europäischen Verkehrsminister, denn dort konnte kürzlich die Schweiz aktiv ihre Ideen bei der Tagung in Dünkirchen einbringen, einer Tagung, Herr Nationalrat Bürgi, die das Ziel hatte, den Behinderten das Reisen europaweit zu erleichtern. Zum anderen streben wir auch in unserem Lande Erleichterungen an. So klären wir im Moment gerade die Frage ab, wieweit die Behinderten günstiger, das heisst zu verbilligten Tarifen, transportiert werden könnten, oder anders gesagt, wer den SBB den Einnahmefall entschädigen könnte, denn die SBB stellen spezielle Wagen für

Behinderte zur Verfügung. Das führt zu höheren Fahrpreisen, die den SBB abgegolten werden müssen. Sie sehen, Herr Nationalrat Bürgi, das Problem ist erkannt. Eine endgültige Lösung muss noch gefunden werden.

### Frage 32:

#### Rüttimann. Kleeblatt-Initiativen

##### Triple initiative sur les autoroutes

*In den Diskussionen zur Abstimmung über die Kleeblatt-Initiativen vom kommenden 1. April wird beanstandet, dass der Bundesrat über Verbesserungsvarianten bei der N 4 (Tunnel Islisberg lang) und der N 5 (Tunnel Grenchner Witi) noch nicht Beschluss gefasst habe. Es wird befürchtet, dass nach allfälliger Ablehnung der Initiativen wieder zu den ursprünglichen Varianten zurückgekehrt würde.*

*Wie ist der Stand der Projektierung, und kann der Bundesrat eine Erklärung abgeben, dass er in beiden Fällen die umweltfreundlichere Lösung wählen wird?*

Bundesrat **Ogi**: Beim Projekt Tunnel Islisberg lang der N 4 geht es um eine Teilüberprüfung des generellen Projektes des Bundesrates von 1970. Der zuständige Kanton Zürich hat in Aussicht gestellt, das Projekt dem Bund bis Ende 1990 einzureichen. Gegenwärtig laufen die Arbeiten an der Umweltverträglichkeitsprüfung. Das Alternativprojekt eines Tunnels der N 5 in der Grenchner Witi ist eine Variante zum Ausführungsprojekt meines Departementes vom Februar 1987. Der beauftragte Kanton Solothurn hat das Projekt beim Bund noch nicht eingereicht. Auch hier fehlt namentlich noch die Umweltverträglichkeitsprüfung. Beide Projekte werden von den Kantonen, gestützt auf einen Auftrag – ich betone: gestützt auf einen Auftrag – des EVED aus dem Jahre 1988, bearbeitet.

Die Aufträge des EVED zeigen unseren klaren Willen, für Umwelt und Landschaft bestmögliche Projekte zu verwirklichen. Nach heutigem Wissensstand rechnen wir mit wesentlichen ökologischen Vorteilen der Alternativprojekte, also des Tunnels Islisberg lang und des Tunnels in der Grenchner Witi. Diesen Alternativprojekten stehen natürlich erhebliche Mehrkosten beim Bau und auch im Betrieb gegenüber. Auch der Energieverbrauch der Tunnel wird viel höher liegen. Departement und Bundesrat kennen die konkreten Projekte aber noch nicht. Ohne dieses Wissen können wir es nicht verantworten, heute weitreichende Entscheide verbindlich zu versprechen. Wir betreiben ehrliche Politik. Wir werden jedoch den berechtigten ökologischen Anliegen bei beiden Teilstrecken einen hohen Stellenwert geben.

Der Bundesrat bekräftigt, dass die Aufträge des EVED an die Kantone in keiner Weise Abstimmungstaktik im Hinblick auf die Kleeblatt-Initiativen darstellen.

### Frage 33:

#### Bühler. Vereinabahnntunnel

##### Tunnel de la Vereina

*Vor kurzem war das Engadin wieder einmal praktisch von der übrigen Schweiz abgeschnitten. Eine möglichst rasche Verwirklichung der wintersicheren Verbindung drängt sich zweifellos auf. Zudem ist bekannt, dass die Verzögerungen im Bau dieses Tunnels täglich 80 000 Franken kosten, daher frage ich den Bundesrat:*

*1. Bis wann ist der ausstehende Entscheid des Departementes zu erwarten?*

*2. Sollte die Vereinabahnlinie betriebsbereit sein, bevor die Umfahrung Klosters verwirklicht ist, braucht es für diesen Fall einen separaten Entscheid über die Frage: Betriebsbewilligung mit oder ohne Autoverlad? Und wer ist für diesen allfälligen Entscheid zuständig?*

Bundesrat **Ogi**: Der Beschwerdeentscheid des EVED wird in wenigen Wochen gefällt werden können. Im EVED haben wir diesen Fall stets in höchster Priorität behandelt. Schon im September 1988 hätten wir mit einem Zwischenentscheid einen teilweisen Baubeginn ermöglichen wollen. Ueber die Anfechtung dieses Zwischenentscheides urteilte das Bundesgericht erst mehr als ein Jahr später, im Herbst 1989. Das Beschwerdeverfahren deckte zudem Mängel und Lücken des Projektes

auf. Es fehlte die Erschliessung des Verladebahnhofes. Darum musste das Beschwerdeverfahren im EVED eingestellt werden. Im November 1989 wurde der nachgeholte Entscheid des Bundesamtes für Verkehr dazu rechtskräftig. Innerhalb von nur gut drei Monaten wurde jetzt bei uns dieser komplexe Entscheid vorbereitet.

Zur zweiten Frage. Zuerst das Problem: Zum Vereinabahnntunnel gehört der Autoverlad für die wintersichere Verbindung ins Unterengadin. Im Prättigau ist eine Umfahrungsstrasse für die Dörfer vorgesehen. Es ist denkbar, dass der Autoverlad früher bereit ist als die Umfahrungsstrasse. Darf der Autoverlad in diesem Falle eröffnet werden? Dieses Problem ist Gegenstand des Beschwerdeverfahrens.

Darum kann sich der Bundesrat dazu nicht äussern. Sollte der Beschwerdeentscheid des EVED von irgendeiner Seite angefochten werden – solches ist ja heutzutage leider nicht mehr auszuschliessen –, so wäre das Bundesgericht und nicht der Bundesrat zuständig.

### Frage 34:

#### Bär. Atomkraftwerk-Standort

##### Nouvelle centrale nucléaire. Implantation

*Wo sieht der Bundesrat den Standort für den Bau eines neuen Atomkraftwerkes vor, wenn auf den Standort Graben verzichtet wird und die Option Kernenergie offengehalten werden soll?*

Bundesrat **Ogi**: Es ist nicht Aufgabe des Bundesrates, nach möglichen Standorten für Kernkraftwerke Ausschau zu halten. Das ist Sache der Projektanten. Aufgabe der Bundesbehörden ist es, zu prüfen, ob das Projekt die Anforderungen des Atomgesetzes am vorgesehenen Standort erfüllt. Aufgrund dieser Abklärungen entscheidet der Bundesrat dann über die Rahmenbewilligung. Wenn der Bundesrat die Option Kernenergie offenlässt, dann lässt er einfach die Möglichkeit eines weiteren Ausbaus der Kernenergie offen, ohne konkrete Projekte anzugeben.

Der Standort Graben, Frau Nationalrätin Bär, wurde anfangs der achtziger Jahre geprüft und als an und für sich geeignet betrachtet. Von der Sache her sind keine neuen Entwicklungen eingetreten, derentwegen sich eine andere Beurteilung aufdrängen würde.

Frau **Bär**: Herr Bundesrat Ogi, wenn keine neuen Standorte gesucht werden, heisst das, dass der nächste Standort eben Graben ist und dass Sie am Graben-Projekt festhalten werden, nachdem über die beiden Initiativen abgestimmt wurde?

Bundesrat **Ogi**: Ich bin kein Hellseher, aber der Bundesrat muss Handlungsspielraum haben, wenn er an seiner Option Kernenergie festhalten will.

90.022

### Vorkommnisse im EMD.

#### Parlamentarische Untersuchungskommissionen

#### Événements survenus au DMF.

#### Commissions d'enquête parlementaires

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 303 hiervoor – Voir page 303 ci-devant

## Fragestunde

### Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.03.1990 - 14:30
Date	
Data	
Seite	314-323
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 356

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.